

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1060<sup>e</sup>  
SÉANCE**

Lundi 7 novembre 1966,  
à 10 h 50

**NEW YORK**

SOMMAIRE

	Pages
Point 94 de l'ordre du jour: Mise en valeur des ressources naturelles . . .	237
Point 45 de l'ordre du jour: Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite) . . . . .	238

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 94 DE L'ORDRE DU JOUR

Mise en valeur des ressources naturelles (A/6303, chap. VII; A/6460, A/C.2/L.882 et Corr.1, A/C.2/L.883)

1. M. AHMED (Pakistan), présentant le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.883 au nom des auteurs, rappelle qu'à sa quarantième session le Conseil économique et social avait examiné les propositions du Secrétaire général concernant un programme d'études de cinq ans pour la mise en valeur des ressources non agricoles, programme qui prévoyait neuf études mondiales portant sur certaines ressources naturelles (E/4132, chap. V). A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné un nouveau rapport du Secrétaire général (E/4186) rendant compte de ses consultations concernant le programme de cinq ans avec un groupe d'experts et avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et indiquant les conclusions de ces organes. Le Conseil a ensuite adopté la résolution 1127 (XLI), dans laquelle, au paragraphe 3 du dispositif, il a recommandé que l'Assemblée générale note les progrès accomplis et approuve la poursuite de l'étude des moyens de mettre en œuvre le programme. C'est pour donner suite à cette recommandation que le projet de résolution est présenté.

2. Comme le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales l'a souligné dans sa déclaration à ce sujet à la quarantième session du Conseil (1408<sup>e</sup> séance), l'Organisation des Nations Unies a le devoir de fournir une assistance aux gouvernements, sur leur demande, pour le développement de leurs ressources naturelles. Les limitations de la contribution que l'ONU peut faire en vue de l'exécution du programme sont reconnues par les auteurs du projet de résolution, qui espèrent que l'adoption de ce projet favorisera l'octroi de l'assistance financière et technique nécessaire à partir d'autres sources.

3. M. KAUL (Inde) dit que sa délégation, qui est au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/

L.883, approuve sans réserve le programme d'études proposé, qui permettra de progresser notablement vers la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. La mise en valeur des ressources non agricoles est d'une importance vitale pour tous les pays en voie de développement, étant donné que l'ensemble du processus de croissance économique, et notamment l'amélioration de l'agriculture, en dépend.

4. Le Conseil économique et social et les organes spécialisés consultés par le Secrétaire général ont approuvé le programme; néanmoins, le Conseil a estimé que son approbation par l'Assemblée générale encouragerait les contributions volontaires, qui constitueront nécessairement la principale source de fonds pour les études, étant donné qu'on ne peut escompter qu'un apport limité du budget ordinaire de l'ONU et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En fait, un certain nombre de pays développés ont déjà annoncé qu'ils sont disposés à fournir des experts, et il faut espérer que ces offres seront suivies de contributions substantielles en espèce et en nature. Le projet de résolution n'est pas controversable, et la délégation indienne ne doute pas qu'il soit approuvé à l'unanimité.

5. M. USTUN (Turquie) fait observer qu'étant donné la demande croissante de ressources non agricoles sur le marché mondial il est essentiel de déterminer le potentiel des ressources naturelles existantes. Le programme d'études proposé peut bénéficier grandement à tous les pays, développés et en voie de développement. Cependant, il faut espérer que l'on évitera les doubles emplois dans les travaux de recherche et que l'on utilisera, dans les études, les données dont disposent des organismes comme les commissions économiques régionales et les groupes d'étude internationaux sur les produits de base.

6. Les ressources naturelles des pays en voie de développement sont à la base d'un grand nombre de leurs activités économiques intérieures et extérieures, et les connaissances accrues qu'apporteront les études contribueront considérablement, à long terme, à leur développement économique. Le Gouvernement turc attache une importance particulière à l'évaluation des gîtes de minerai de fer et de métaux non ferreux ainsi qu'à l'étude des ressources potentielles d'énergie géothermique. Cependant, il estime que chaque pays doit déterminer la nature et l'ampleur des enquêtes effectuées sur son territoire et doit exercer un contrôle sans restriction sur toute l'exécution des enquêtes.

7. Il est probable que les pays industriellement développés, qui sont les principaux consommateurs de produits non agricoles, bénéficieront bien plus du

programme d'études que les pays en voie de développement. En conséquence, la délégation turque estime que le programme doit être financé sur une base multilatérale, principalement à l'aide de contributions volontaires des pays développés. L'Institut de recherche et de prospection minière de Turquie et d'autres organismes compétents prêteront leurs concours pour l'exécution des études intéressant la Turquie, et le Gouvernement turc prendra à sa charge les dépenses locales.

8. En terminant, M. Ustün exprime l'espoir, en tant que coauteur du projet de résolution, que celui-ci sera adopté à l'unanimité.

9. M. RODRIGUEZ (Philippines) dit que le programme proposé par le Secrétaire général permettra aux pays en voie de développement de planifier leur développement et de fixer des priorités en pleine connaissance des ressources naturelles dont ils disposent; il permettra aussi aux organisations internationales intéressées de fonder leurs décisions relatives à l'octroi d'assistance sur une évaluation correcte du potentiel de développement des pays. Le projet de résolution ne contient pas de dispositions prêtant à controverse, et M. Rodríguez espère qu'il sera adopté à l'unanimité.

10. M. NEDIVI (Israël) indique que son gouvernement n'a pas été en mesure de répondre jusqu'ici à la demande du Secrétaire général s'informant des vues et des observations des gouvernements sur le programme d'études et sur les possibilités de le financer. Il est maintenant heureux de pouvoir annoncer que son gouvernement appuie le programme et qu'il est disposé à fournir des experts pour les études. Il espère qu'on sera en mesure de rémunérer les services des experts fournis par Israël et d'autres pays en voie de développement. Les fonds nécessaires pour l'exécution du programme devraient être fournis, du moins en partie, par le PNUD.

11. La délégation israélienne aurait préféré que le projet de résolution approuvât plus nettement l'étude par le Conseil des moyens de mettre en œuvre le programme et qu'il fît des recommandations plus précises sur les méthodes à utiliser; toutefois, elle n'est pas opposée au projet quant au fond.

#### POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

**Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)** [A/5803, chap. III, sect. V; A/6430, E/3840, A/C.2/L.870/Rev.2 et Corr.1, A/C.2/L.873/Rev.1, A/C.2/L.874/Rev.1, A/C.2/L.875, A/C.2/L.876, A/C.2/L.880, A/C.2/L.881, A/C.2/L.884, A/C.2/L.885]

12. Le PRESIDENT fait observer que, outre les amendements écrits au projet de résolution A/C.2/L.870/Rev.2 et Corr.1, des amendements ont été proposés oralement au paragraphe 4 du dispositif par le représentant des Pays-Bas ainsi qu'au dernier considérant et aux paragraphes 4 et 7 par le représentant de la Somalie.

13. M. LUBBERS (Pays-Bas) dit que, afin d'éviter tout malentendu, il voudrait apporter une légère modification au libellé de son amendement. Il propose d'ajouter, au paragraphe 4 du dispositif, après les

mots "des peuples intéressés en matière de développement", les mots "ainsi que des pratiques contractuelles mutuellement acceptables" (A/C.2/L.885).

14. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) indique que sa délégation retire ses amendements révisés (A/C.2/L.873/Rev.1) afin de faciliter le vote sur le projet de résolution révisé.

15. M. LOUYA (République démocratique du Congo) remercie les auteurs du projet de résolution d'avoir tenu compte de son amendement (A/C.2/L.874/Rev.1), que, par conséquent, sa délégation retire.

16. M. CHAMMAS (Liban) rappelle que l'amendement A/C.2/L.871 a déjà été retiré. Il exprime l'espoir que la délégation biélorussienne n'insistera pas sur son deuxième sous-amendement (A/C.2/L.881): en effet, la Commission n'est pas un organe législatif, et c'est à chaque gouvernement qu'il incombe de négocier les conditions auxquelles des capitaux étrangers sont investis sur son territoire.

17. M. PECHKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) retire le premier des sous-amendements proposés dans le document A/C.2/L.881. Il désire modifier le deuxième sous-amendement en supprimant le mot "complet" et le proposer à nouveau en tant qu'amendement au dernier considérant.

18. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que sa délégation souhaite, elle aussi, retirer ses amendements (A/C.2/L.880). Cependant, elle demande un vote séparé sur le sixième considérant et sur les paragraphes 3 et 4 du dispositif du projet de résolution.

19. M. MWENDWA (Kenya) demande que le nom de son pays soit ajouté à la liste des auteurs du projet de résolution révisé.

20. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) dit que sa délégation retire l'amendement contenu dans le document A/C.2/L.875, dont il a été tenu compte au paragraphe 9, alinéa a, du dispositif du texte révisé.

21. M. RODRIGUEZ (Philippines) signale que sa délégation est parvenue à un accord avec les auteurs du projet de résolution, et qu'en conséquence elle retire son amendement (A/C.2/L.876).

22. M. WILMOT (Ghana) propose de supprimer au paragraphe 3 du dispositif les mots "de décider".

23. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que sa délégation ne peut accepter l'amendement néerlandais révisé étant donné que celui-ci prévoit implicitement le recours à un arbitrage international. A son avis, le projet de résolution doit stipuler que les activités des investisseurs étrangers sont soumises aux lois du pays dans lequel ils opèrent. En conséquence, il propose d'ajouter au paragraphe 4 du dispositif, les mots "étant donné que l'exploitation des ressources naturelles doit être assujettie aux lois et autres dispositions de chaque pays".

24. La recommandation figurant dans la dernière partie du paragraphe 8 du dispositif ne correspond pas au mandat des organismes mentionnés dans ce paragraphe, et, en conséquence, il convient de supprimer les mots "ainsi que le problème de l'utili-

sation économique de ces ressources dans l'intérêt national des peuples de ces pays".

25. M. FERNANDINI (Pérou), M. PAPADOPOLO (Guatemala) et M. PEREZ GUERRERO (Venezuela) appuient les propositions du représentant du Mexique.

26. M. ORTIZ SANZ (Bolivie) fait observer que l'amendement proposé par sa délégation (A/C.2/L.884) sauvegarderait l'intérêt national des pays en voie de développement sur les marchés mondiaux et permettrait aux pays développés de montrer leur bonne volonté. La Bolivie continuera de s'efforcer, à la Commission ainsi qu'au Conseil du commerce et du développement, de protéger les marchés internationaux des produits de base contre le dumping.

27. M. ROOSEVELT (Etats-Unis d'Amérique) signale que sa délégation ne pourra appuyer l'amendement bolivien. La question des stocks non commerciaux n'est pas pertinente dans le cadre du projet de résolution et relève de la compétence de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD). D'ailleurs, le libre jeu de l'offre et de la demande n'est pas le principe dont s'inspire un grand nombre d'accords sur les produits de base, y compris le troisième Accord international sur l'étain. M. Roosevelt engage le représentant de la Bolivie à ne pas insister sur son amendement.

28. M. DELGADO (Sénégal) suggère d'ajouter, au paragraphe 2 du dispositif, les mots "dans ce domaine" après le mot "activités". D'autre part, le mot "channel" dans le texte anglais devrait être traduit par le verbe "orienter", plutôt que par "diriger".

29. M. MARTIN WITKOWSKI (France) partage cet avis.

30. M. RAHNEMA (Iran), se référant à la déclaration faite à la séance précédente par le représentant du Royaume-Uni, fait observer que la Cour internationale de Justice a, en fait, établi une distinction nette entre les traités conclus entre Etats et les accords conclus entre des gouvernements et des entreprises privées étrangères. La Cour a clairement indiqué que, bien que l'accord entre le Gouvernement iranien et l'Anglo-Iranian Oil Company ait été conclu grâce aux bons offices du Conseil de la Société des Nations, il n'en restait pas moins que cet accord était d'une nature toute différente de celle des traités entre Etats et que l'affaire, par conséquent, ne relevait pas de la juridiction de la Cour. M. Rahnema en conclut que la Cour a ainsi reconnu que la nationalisation relève strictement de la compétence des pays auxquels appartiennent les ressources. C'est là une manifestation de l'interprétation qu'a donnée la Cour de l'exercice, par chaque pays, de sa souveraineté sur ses ressources naturelles.

31. La position de la Cour s'est d'ailleurs trouvée confirmée par des recommandations et décisions ultérieures de l'Assemblée générale, ainsi que par les pratiques internationales en la matière. A titre d'exemple, M. Rahnema cite la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, aux termes de laquelle la nationalisation, l'expropriation ou la réquisition doivent s'accompagner d'une indemnisation adéquate, ce qui confirme le principe reconnu selon lequel ces

mesures relèvent entièrement de la compétence des pays auxquels appartiennent les ressources.

32. M. Rahnema ajoute que les décisions de la Cour internationale de Justice concernant la nationalisation des ressources pétrolières iraniennes et concernant la question du Sud-Ouest africain n'ont rien de comparable. Dans le premier cas, l'Iran avait invoqué le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et, en se déclarant incompétente, la Cour a clairement laissé entendre qu'à son avis les contrats conclus avec des sociétés étrangères relèvent des lois nationales plutôt que du droit international. Dans le cas du Sud-Ouest africain, d'autre part, la Cour a estimé que les pays demandeurs n'avaient pas prouvé l'existence d'un droit ou d'un intérêt juridique au regard de l'objet de leurs demandes.

33. M. MAKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'amendement révisé des Pays-Bas n'améliore pas le projet de résolution, étant donné qu'il pourrait être invoqué pour justifier les pressions exercées par les monopoles internationaux sur de nombreux pays en voie de développement en vue de la conclusion de contrats d'investissement. En outre, l'amendement ne précise pas la différence fondamentale existant entre les contrats conclus entre Etats souverains, qui relèvent du droit international, et ceux qui sont passés entre un gouvernement et une société ou une personne étrangère, qui sont assujettis aux lois nationales. Il espère, par conséquent, que la délégation néerlandaise n'insistera pas sur son amendement.

34. La délégation soviétique appuie pleinement l'amendement mexicain au paragraphe 4 du dispositif parce qu'il défend les intérêts des pays en voie de développement. D'autre part, on ne voit guère comment l'amendement mexicain au paragraphe 8 améliore le texte actuel, qui semble acceptable pour la plupart des délégations. M. Makeev appuie également l'amendement bolivien, qui favorise les intérêts légitimes des pays en voie de développement.

35. M. PITHER (Gabon) estime que le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution révisé devrait être rédigé comme suit:

"Réaffirme le droit inaliénable de tous les pays d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles dans l'intérêt de leur développement national, conformément à l'esprit et aux principes de la Charte des Nations Unies et tel qu'il est reconnu dans la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale".

36. M. CARANICAS (Grèce) dit que sa délégation ne peut pas accepter l'amendement néerlandais au paragraphe 4 du dispositif, car il semble aller à l'encontre des principes du droit international. Il préfère nettement l'amendement mexicain à ce paragraphe et suggère au représentant des Pays-Bas de retirer le sien.

37. Il se demande si l'ordre dans lequel les organes des Nations Unies sont énumérés au paragraphe 9, alinéa a, du dispositif a une signification quelconque. Par exemple, au paragraphe 8, les commissions économiques régionales sont mentionnées séparé-

ment, mais au paragraphe 9, alinéa *a*, elles font suite à l'UNCTAD et au PNUD. Il serait peut-être préférable d'énumérer ces organes dans leur ordre alphabétique.

38. L'amendement bolivien n'est vraiment pas à sa place dans l'examen de ce point par la Deuxième Commission; les questions relatives au commerce des produits primaires sont surtout examinées par l'UNCTAD. En outre, il semble anachronique de parler de "prix déterminés par le libre jeu de l'offre et de la demande"; les pays en voie de développement eux-mêmes sont opposés à ce libre jeu et la plupart d'entre eux préfèrent la conclusion d'accords sur les produits de base.

39. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) réserve la position de sa délégation sur les points juridiques soulevés par le représentant de l'Iran; toutefois, ils n'enlèvent rien à la validité des observations qu'il a faites à la dernière séance en réponse à l'assertion du représentant de l'URSS (1058ème séance) selon laquelle les gouvernements sont libres de rompre les contrats qu'ils auraient conclus avec des sociétés étrangères sans que celles-ci soient protégées par le droit international.

40. M. M'BAYE (Guinée) annonce que sa délégation votera pour l'amendement mexicain au paragraphe 4 du dispositif ainsi que pour le texte remanié du paragraphe 1 suggéré par le représentant du Gabon.

41. M. OLSEN (Danemark) appuie l'amendement néerlandais au paragraphe 4 et précise qu'il ne pourra pas voter pour ce paragraphe si l'amendement n'est pas adopté. Il n'est pas en mesure d'appuyer l'amendement mexicain à ce paragraphe.

42. M. PIÑERA (Chili) préfère l'amendement mexicain à l'amendement néerlandais, mais espère encore qu'il sera possible de réaliser un compromis entre les deux amendements lors de la mise au point du texte définitif du paragraphe 4. Il appuie l'amendement mexicain au paragraphe 8 et rend hommage au travail des commissions économiques régionales, en particulier à celui de la Commission économique pour l'Amérique latine. La délégation chilienne approuve sans réserve le paragraphe 9, alinéa *b*, étant donné que la technologie est d'une importance vitale pour les pays en voie de développement.

43. M. WARSAMA (Somalie) rappelle à la Commission qu'il a proposé oralement certains amendements au dernier considérant ainsi qu'aux paragraphes 4 et 7 du dispositif.

44. M. LUBBERS (Pays-Bas) explique qu'il a proposé son amendement au paragraphe 4 en toute bonne foi, afin de tenir compte de toutes les positions. Il ne voit pas pourquoi l'amendement susciterait des objections, puisqu'il s'agit de pratiques contractuelles "mutuellement acceptables".

45. Mme THORSSON (Suède) indique que sa délégation ne sera pas en mesure de voter pour le paragraphe 4 du dispositif si l'amendement néerlandais n'est pas adopté.

46. M. Mohamed AL-ATRASH (Syrie) propose de remplacer, dans l'amendement bolivien au paragraphe 6 du dispositif, les mots "perturber les prix déterminés par le libre jeu de l'offre et de la demande" par les mots "avoir un effet défavorable sur les recettes en devises des pays en voie de développement".

47. M. MARTIN WITKOWSKI (France) appuie cette proposition.

48. M. ORTIZ SANZ (Bolivie) dit que son amendement est en complète harmonie avec les buts du projet de résolution et n'est pas déplacé, comme plusieurs représentants l'ont soutenu. Le projet de résolution mentionne l'exploitation et la commercialisation des ressources naturelles, et son amendement a pour objet de supprimer l'un des principaux obstacles à la vente des produits de base, à savoir le dumping de stocks non commerciaux. Le libre jeu de l'offre et de la demande n'est certainement pas un concept anachronique, comme le représentant de la Grèce l'a allégué. Malgré le troisième Accord international sur l'étain, les prix de l'étain sont beaucoup trop bas. M. Ortiz Sanz accepte cependant le nouveau libellé de son amendement proposé par le représentant de la Syrie.

49. M. VARELA (Panama) pense qu'un compromis pourrait peut-être être réalisé entre les amendements mexicain et néerlandais au paragraphe 4 du dispositif par l'emploi d'une formule telle que "des pratiques contractuelles conformes aux lois de chaque pays".

*La séance est levée à 13 h 10.*